



# Assemblée générale

Distr. générale  
19 novembre 2012  
Français  
Original : anglais

Soixante-septième session  
Point 96 de l'ordre du jour

## Examen de l'application des recommandations et décisions adoptées par l'Assemblée générale à sa dixième session extraordinaire

### Rapport de la Première Commission

*Rapporteur* : M. Knut **Langeland** (Norvège)

## I. Introduction

1. La question intitulée :

« Examen de l'application des recommandations et décisions adoptées par l'Assemblée générale à sa dixième session extraordinaire :

- a) Rapport de la Conférence du désarmement;
- b) Rapport de la Commission du désarmement »

a été inscrite à l'ordre du jour provisoire de la soixante-septième session de l'Assemblée générale, conformément aux résolutions S-10/2 du 30 juin 1978, 38/183 O du 20 décembre 1983, 39/148 H du 17 décembre 1984, 65/85 et 65/86 du 8 décembre 2010 et 66/59 et 66/60 du 2 décembre 2011.

2. À sa 2<sup>e</sup> séance plénière, le 21 septembre 2012, l'Assemblée générale a décidé, sur la recommandation du Bureau, d'inscrire cette question à son ordre du jour et de la renvoyer à la Première Commission.

3. À sa 1<sup>re</sup> séance, le 5 octobre 2012, la Première Commission a décidé de tenir un débat général sur toutes les questions touchant le désarmement et la sécurité internationale qui lui avaient été renvoyées, à savoir les points 86 à 102. Ce débat a eu lieu du 8 au 12 et les 15 et 16 octobre et la Commission a eu un échange de vues avec le Haut-Représentant pour les affaires de désarmement et d'autres hauts fonctionnaires, notamment sur la suite donnée aux résolutions et décisions adoptées lors de sessions antérieures (voir A/C.1/67/PV.2 à 8). Elle a aussi consacré 10 autres séances, du 17 au 19 et du 22 au 25 octobre et les 1<sup>er</sup> et 2 novembre, à un débat thématique et à des tables rondes avec des experts indépendants (voir A/C.1/67/PV.9 à 18). Des projets de résolution ont été présentés et examinés de la 9<sup>e</sup> à la



18<sup>e</sup> séance, du 17 au 19 et du 22 au 25 octobre et les 1<sup>er</sup> et 2 novembre (voir A/C.1/67/PV.9 à 18). La Commission s'est prononcée sur tous les projets de résolution et de décision de la 18<sup>e</sup> à la 22<sup>e</sup> séance, le 2 et du 5 au 7 novembre (voir A/C.1/67/PV.18 à 22).

4. Pour l'examen de la question, la Commission était saisie des documents suivants :

- a) Rapport de la Conférence du désarmement (A/67/27);
- b) Rapport de la Commission du désarmement pour 2012 (A/67/42);
- c) Rapport du Secrétaire général sur les travaux du Conseil consultatif pour les questions de désarmement (A/67/203);
- d) Note du Secrétaire général transmettant le rapport du Directeur de l'Institut des Nations Unies pour la recherche sur le désarmement (A/67/169).

## **II. Examen de projets de résolution**

### **A. Projet de résolution A/C.1/67/L.5**

5. À la 16<sup>e</sup> séance, le 25 octobre, le représentant du Pérou a présenté, au nom des membres du Bureau de la Commission du désarmement, un projet de résolution intitulé « Rapport de la Commission du désarmement » (A/C.1/67/L.5).

6. À sa 18<sup>e</sup> séance, le 2 novembre, la Commission a adopté le projet de résolution A/C.1/67/L.5 sans le mettre aux voix (voir par. 9, projet de résolution I).

### **B. Projet de résolution A/C.1/67/L.33**

7. À la 17<sup>e</sup> séance, le 1<sup>er</sup> novembre, le représentant de l'Allemagne a présenté un projet de résolution intitulé « Rapport de la Conférence du désarmement » (A/C.1/67/L.33).

8. À sa 21<sup>e</sup> séance, le 6 novembre, la Commission a adopté le projet de résolution A/C.1/67/L.33 sans le mettre aux voix (voir par. 9, projet de résolution II).

### III. Recommandation de la Première Commission

9. La Première Commission recommande à l'Assemblée générale d'adopter les projets de résolution suivants :

#### Projet de résolution I

#### Rapport de la Commission du désarmement

*L'Assemblée générale,*

*Ayant examiné* le rapport de la Commission du désarmement<sup>1</sup>,

*Rappelant* ses résolutions 47/54 A du 9 décembre 1992, 47/54 G du 8 avril 1993, 48/77 A du 16 décembre 1993, 49/77 A du 15 décembre 1994, 50/72 D du 12 décembre 1995, 51/47 B du 10 décembre 1996, 52/40 B du 9 décembre 1997, 53/79 A du 4 décembre 1998, 54/56 A du 1<sup>er</sup> décembre 1999, 55/35 C du 20 novembre 2000, 56/26 A du 29 novembre 2001, 57/95 du 22 novembre 2002, 58/67 du 8 décembre 2003, 59/105 du 3 décembre 2004, 60/91 du 8 décembre 2005, 61/98 du 6 décembre 2006, 62/54 du 5 décembre 2007, 63/83 du 2 décembre 2008, 64/65 du 2 décembre 2009, 65/86 du 8 décembre 2010 et 66/60 du 2 décembre 2011,

*Considérant* le rôle que la Commission du désarmement a été appelée à jouer et la contribution qu'elle devrait apporter en examinant divers problèmes de désarmement, en formulant des recommandations à leur sujet et en concourant à l'application des décisions pertinentes qu'elle-même a adoptées à sa dixième session extraordinaire,

1. *Prend note* du rapport de la Commission du désarmement<sup>1</sup>;
2. *Réaffirme* la validité de sa décision 52/492 du 8 septembre 1998 relative à la rationalisation des travaux de la Commission du désarmement;
3. *Rappelle* sa résolution 61/98 par laquelle elle a adopté des mesures supplémentaires pour améliorer l'efficacité des méthodes de travail de la Commission du désarmement;
4. *Réaffirme* le mandat de la Commission du désarmement, l'organe délibérant spécialisé du dispositif multilatéral des Nations Unies pour le désarmement, qui permet des délibérations approfondies sur des questions précises de désarmement, aboutissant à des recommandations concrètes sur ces questions;
5. *Réaffirme également* qu'il importe de renforcer encore le dialogue et la coopération entre la Première Commission, la Commission du désarmement et la Conférence du désarmement;
6. *Prie* la Commission du désarmement de poursuivre ses travaux conformément au mandat énoncé au paragraphe 118 du Document final de sa dixième session extraordinaire<sup>2</sup> et au paragraphe 3 de sa résolution 37/78 H du 9 décembre 1982 et, à cette fin, de faire tout son possible pour formuler des recommandations concrètes sur les questions inscrites à son ordre du jour, en tenant

<sup>1</sup> Documents officiels de l'Assemblée générale, soixante-septième session, Supplément n° 42 (A/67/42).

<sup>2</sup> Résolution S-10/2.

compte du texte adopté quant aux « Moyens d'améliorer le fonctionnement de la Commission du désarmement »<sup>3</sup>;

7. *Recommande* que la Commission du désarmement poursuive son examen des points suivants à sa session de fond de 2013 :

a) Recommandations en vue de réaliser le désarmement nucléaire et la non-prolifération des armes nucléaires;

b) Mesures de confiance concrètes dans le domaine des armes classiques;

8. *Prie* la Commission du désarmement de se réunir en 2013 pendant trois semaines au plus, à savoir du 1<sup>er</sup> au 19 avril, et de lui présenter un rapport de fond à sa soixante-huitième session;

9. *Prie* le Secrétaire général de transmettre à la Commission du désarmement le rapport annuel de la Conférence du désarmement<sup>4</sup>, ainsi que tous les documents officiels de sa soixante-septième session relatifs au désarmement, et de fournir également à la Commission toute l'aide dont elle pourra avoir besoin pour appliquer la présente résolution;

10. *Prie également* le Secrétaire général de mettre à la disposition de la Commission du désarmement et de ses organes subsidiaires tous les services requis d'interprétation et de traduction dans les langues officielles et d'allouer, à titre prioritaire, toutes les ressources et tous les services, y compris l'établissement de procès-verbaux de séance, nécessaires à cet effet;

11. *Décide* d'inscrire à l'ordre du jour provisoire de sa soixante-huitième session, au titre de la question intitulée « Examen de l'application des recommandations et décisions adoptées par l'Assemblée générale à sa dixième session extraordinaire », la question subsidiaire intitulée « Rapport de la Commission du désarmement ».

---

<sup>3</sup> A/CN.10/137.

<sup>4</sup> Documents officiels de l'Assemblée générale, soixante-septième session, Supplément n° 27 (A/67/27).

## Projet de résolution II

### Rapport de la Conférence du désarmement

*L'Assemblée générale,*

*Ayant examiné* le rapport de la Conférence du désarmement<sup>1</sup>,

*Convaincue* que la Conférence du désarmement, unique instance multilatérale de la communauté internationale pour les négociations sur le désarmement, joue un rôle primordial dans les négociations de fond sur les questions prioritaires de désarmement,

*Considérant* que les allocutions et messages du Président de l'Assemblée générale et du Secrétaire général de l'Organisation des Nations Unies, ainsi que les discours prononcés par les ministres des affaires étrangères et d'autres hauts responsables à la Conférence du désarmement, constituent des témoignages de soutien, nuancés d'inquiétude, en faveur des travaux de la Conférence, ainsi que des appels à celle-ci pour qu'elle entame immédiatement des négociations en vue d'adopter un programme de travail équilibré et global qui permette de progresser vers la réalisation des objectifs de désarmement,

*Considérant également* qu'il faut mener les négociations multilatérales de façon qu'elles aboutissent à des accords sur des questions concrètes, et estimant que le climat international actuel devrait donner une impulsion supplémentaire à ces négociations,

*Prenant note* des débats qui ont suivi la réunion de haut niveau destinée à revitaliser les travaux de la Conférence du désarmement et à faire avancer les négociations multilatérales sur le désarmement, tenue le 24 septembre 2010 à l'initiative du Secrétaire général,

*Notant avec un regain d'inquiétude* qu'en dépit des efforts faits par les États membres et les présidents successifs de la Conférence du désarmement lors de la session de 2012 pour qu'elle s'entende sur un programme de travail sur la base de propositions et de suggestions pertinentes, y compris le projet de décision révisé du 14 mars 2012 présenté pour adoption, la Conférence du désarmement n'a pas été en mesure d'entamer des travaux de fond, notamment des négociations, comme l'avait envisagé l'Assemblée générale dans sa résolution 66/59 du 2 décembre 2011, ni de convenir d'un programme de travail,

*Rappelant*, à ce propos, que la Conférence du désarmement a un certain nombre de questions urgentes et importantes sur lesquelles négocier en vue d'atteindre les objectifs de désarmement,

*Notant avec satisfaction* qu'une majorité écrasante des États a demandé une plus grande souplesse afin que la Conférence du désarmement puisse entamer ses travaux de fond sans plus tarder, sur la base d'un programme de travail équilibré et global,

<sup>1</sup> Documents officiels de l'Assemblée générale, soixante-septième session, Supplément n° 27 (A/67/27).

*Se félicitant* de la coopération constante entre les États membres de la Conférence du désarmement et entre les six présidents successifs de la Conférence à sa session de 2012,

*Prenant note avec satisfaction* des importantes contributions qui ont été faites pendant la session de 2012 en vue de faciliter un débat de fond sur les questions inscrites à l'ordre du jour, et selon un calendrier d'activités établi sous la responsabilité des présidents de la Conférence, au sujet de la revitalisation des travaux de la Conférence, ainsi que des discussions qui ont eu lieu sur d'autres questions intéressant la situation actuelle sur le plan de la sécurité internationale,

*Saluant* la participation renouvelée de la société civile aux travaux de la Conférence du désarmement pendant sa session de 2012, conformément aux décisions prises par celle-ci,

*Soulignant* qu'il est impératif que la Conférence du désarmement commence ses travaux de fond au début de sa session de 2013,

1. *Réaffirme* le rôle de la Conférence du désarmement en tant qu'unique instance multilatérale de la communauté internationale pour les négociations sur le désarmement;

2. *Se félicite* du ferme appui que les ministres des affaires étrangères et les autres hauts responsables ont témoigné à la Conférence du désarmement pendant sa session de 2012, tout en gardant à l'esprit la préoccupation que leur inspire l'impasse dans laquelle elle se trouve, et tient compte du fait qu'ils ont demandé une plus grande souplesse afin que la Conférence puisse entamer ses travaux de fond sans plus tarder;

3. *Demande* à la Conférence du désarmement d'intensifier encore les consultations et d'examiner les possibilités qui s'offrent à elle de sortir de l'impasse dans laquelle elle se trouve depuis plus de dix ans en adoptant et en suivant un programme de travail équilibré et global à une date aussi rapprochée que possible pendant sa session de 2013, compte tenu de la décision sur l'établissement d'un programme de travail qu'elle a prise le 29 mai 2009, ainsi que des propositions pertinentes anciennes, actuelles ou à venir;

4. *Constate avec satisfaction* que la Conférence du désarmement a décidé de prier le Président en exercice et le Président entrant de procéder à des consultations pendant l'intersession, puis de faire, si possible, des recommandations eu égard à toutes les propositions pertinentes qui ont été, sont ou seront présentées, notamment celles soumises sous forme de documents de la Conférence, ainsi qu'aux vues exprimées et aux discussions tenues, et de s'efforcer de tenir les membres de la Conférence informés de leurs consultations, selon qu'il conviendra;

5. *Prie* tous les États membres de la Conférence du désarmement de coopérer avec le Président en exercice et ses successeurs afin de les aider à faciliter le prompt commencement des travaux de fond, notamment des négociations, à la session de 2013;

6. *Estime* qu'il importe de poursuivre les consultations sur la question de l'élargissement de la composition de la Conférence du désarmement;

7. *Prie* le Secrétaire général de continuer de faire en sorte, en les renforçant au besoin, que la Conférence du désarmement dispose de tous les services d'appui administratif et technique et de conférence nécessaires;

8. *Prie* la Conférence du désarmement de lui présenter, à sa soixante-huitième session, un rapport sur ses travaux;

9. *Décide* d'inscrire à l'ordre du jour provisoire de sa soixante-huitième session, au titre de la question intitulée « Examen de l'application des recommandations et décisions adoptées par l'Assemblée générale à sa dixième session extraordinaire », la question subsidiaire intitulée « Rapport de la Conférence du désarmement ».

---